

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1992 B 03520

Numéro SIREN : 388 236 820

Nom ou dénomination : JULES BECHET ENTREPRISES (J.B.E.)

Ce dépôt a été enregistré le 19/08/2022 sous le numéro de dépôt 34966

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	264 746	264 290	456	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	25 325		25 325	25 325
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	2 420 600	2 298 515	122 085	139 466
Installations techniques, matériel, outillage	14 600	14 079	521	3 871
Autres immobilisations corporelles	978 789	902 954	75 835	55 361
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	5 992 606		5 992 606	5 992 606
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	885 909		885 909	1 378 406
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	10 582 574	3 479 837	7 102 737	7 595 036
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	15 421		15 421	2 526
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	113 294	10 977	102 317	640 284
Autres créances	9 204 024	3 370 069	5 833 954	3 982 629
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	8 106 302		8 106 302	6 553 019
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 131 845		1 131 845	3 366 938
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	47 839		47 839	50 143
ACTIF CIRCULANT	18 618 723	3 381 047	15 237 677	14 595 539
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	29 201 298	6 860 884	22 340 414	22 190 574

DocuSigned by:

 FFEF8F08E5F74DF...

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 800 000)	800 000	800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	80 000	80 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	16 726 321	15 682 057
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 737	2 044 263
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	17 608 058	18 606 321
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTE FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	302 626	325 173
Dettes fiscales et sociales	249 153	852 306
DETTE DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 483	13 083
Autres dettes	4 150 094	2 393 692
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTE	4 732 356	3 584 254
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	22 340 414	22 190 574

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	1 376		1 376	1 098
Production vendue de biens				
Production vendue de services	3 938 786		3 938 786	4 091 260
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 940 161		3 940 161	4 092 358
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 780	16 813
Autres produits			5	2
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 942 946	4 109 172
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 376	1 098
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 594 527	2 618 337
Impôts, taxes et versements assimilés			76 737	88 331
Salaires et traitements			855 776	828 092
Charges sociales			305 781	301 590
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			70 821	119 966
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			1	16 815
CHARGES D'EXPLOITATION			3 905 018	3 974 230
RESULTAT D'EXPLOITATION			37 928	134 943
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 201 382	801 516
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			23 070	7 380
Autres intérêts et produits assimilés			15 090	8 125
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 239 542	817 021
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			300 696	1 018
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			300 696	1 018
RESULTAT FINANCIER			938 845	816 003
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			976 774	950 946

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 448	13 280
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 502 500
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		301 119
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 448	1 816 900
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	382	214
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		114 751
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	802 903	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	803 284	114 965
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-777 837	1 701 935
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	79 476	79 656
Impôts sur les bénéfices	117 724	528 961
TOTAL DES PRODUITS	5 207 936	6 743 093
TOTAL DES CHARGES	5 206 199	4 698 830
BENEFICE OU PERTE	1 737	2 044 263

Annexes

Les comptes annuels de l'exercice, arrêtés le 31/12/2021 ont été élaboré et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivant le plan comptable 2016.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ultérieurs qui l'ont modifié.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit essentiellement de logiciels amortis en dégressif sur 3 années au prorata temporis la première année.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisés correspond à la valeur d'entrée des bien dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, sur le mode linéaire (L) ou dégressif (D) selon les taux de base suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Matériel de transport	3 à 5 ans suivant l'état L
Matériel et outillage industriel	4 ans L
Agencement et aménagements divers	10 ans sauf biens usagés L
Matériel de bureau et informatique	3 ans D
Mobilier de bureau	5 à 10 ans L

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle des biens.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERE DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée

du montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées significativement par rapport à l'exercice précédent.

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

CONGES PAYES

Il n'est pas constitué de provision à ce titre dans notre secteur d'activité, compte tenu des cotisations versées à la caisse des congés payés du bâtiment.

ENGAGEMENTS RETRAITE

Au 31/12/2021

l'engagement retraite est estimé à 90 165

€ et est versé à un organisme indépendant.

L'engagement retraite est calculé pour l'ensemble des cadres et etams ayant plus de 2 ans d'ancienneté présents au 31 décembre en fonction de l'indemnité conventionnelle réactualisée chaque année suivant le dernier salaire.

Aucun engagement n'est constaté concernant les ouvriers, ces derniers étant couverts par PRO BTP.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	289 469		602
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	2 404 121		14 500
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 600		
Installations générales, agenc., aménag.	34 280		
Matériel de transport	135 729		27 297
Matériel de bureau, informatique, mobilier	785 843		28 620
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 374 572		70 417
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 992 606		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 378 406		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 371 012		
TOTAL GENERAL	11 035 052		71 019

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			290 071	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-1 978	-1	2 420 600	
Installations techn.,matériel et outillages ind.			14 600	
Installations générales, agencements divers	1 978	1	32 301	
Matériel de transport			163 026	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		31 001	783 462	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		31 001	3 413 988	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			5 992 606	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		492 497	885 909	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		492 497	6 878 516	
TOTAL GENERAL		523 497	10 582 574	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	264 144	146		264 290
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	264 144	146		264 290
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	2 264 655	33 860		2 298 515
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 728	3 350		14 079
Installations générales, agenc. et aménag. divers	27 411	391		27 802
Matériel de transport	135 729	743		136 472
Matériel de bureau et informatique, mobilier	737 351	32 330	31 001	738 680
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 175 873	70 675	31 001	3 215 547
TOTAL GENERAL	3 440 017	70 821	31 001	3 479 837

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	10 977			10 977
Autres dépréciations	2 567 167	802 903		3 370 069
DEPRECIATIONS	2 578 144	802 903		3 381 047
TOTAL GENERAL	2 578 144	802 903		3 381 047
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		802 903		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	885 909	502 437	383 472
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	13 168		13 168
Autres créances clients	100 125	100 125	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 746	1 746	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	204 520	204 520	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	81 153	81 153	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	822	822	
Groupe et associés	8 912 368	8 912 368	
Débiteurs divers	3 415	3 415	
Charges constatées d'avance	47 839	47 839	
TOTAL GENERAL	10 251 066	9 854 425	396 640
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	492 497		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	302 626	302 626		
Personnel et comptes rattachés	79 708	79 708		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71 753	71 753		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	86 010	86 010		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	11 682	11 682		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 483	30 483		
Groupe et associés	3 848 884	3 848 884		
Autres dettes	301 210	301 210		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	4 732 356	4 732 356		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLTS FACTURES A ETABLIR	65 519	633 593	-568 074
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		65 519	633 593	-568 074
AUTRES CREANCES				
409800	RRR A OBTENIR	1 963	132	1 831
438700	ORG SOCIAUX PROD A RECEVOIR		-595	595
448700	ETAT PROD A RECEVOIR	822	4 456	-3 634
468700	DIVERS PROD A RECEVOIR	1 452		1 452
TOTAL AUTRES CREANCES		4 237	3 993	243
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		69 755	637 586	-567 831

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH				
408100	FOURNISSEURS FACTURES NON P	78 515	89 156	-10 640
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		78 515	89 156	-10 640
AUTRES DETTES				
419800	CLIENTS RRR ET AVOIRS A ETA	278 738	156 551	122 188
468600	DIVERSES CHARGES A PAYER	22 471	5 985	16 486
TOTAL AUTRES DETTES		301 210	162 536	138 674
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTES PROV CP ET RTT	232	3 042	-2 811
428600	PERSONNEL AUTRES CH A PAYER		1 500	-1 500
438600	ORG SOCIAUX CH A PAYER	13 828	15 916	-2 087
448600	ETAT CHARGES A PAYER	1 306	1 551	-245
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		15 366	22 009	-6 643
TOTAL CHARGES A PAYER		395 091	273 701	121 390

Charges et produits constatés
d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486100	CHARGES CONSTATEES	47 839	50 143	-2 304
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		47 839	50 143	-2 304

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Recette DAB	20 157	
Solde fournisseurs	1 763	
Bonus écologique véhicule	2 000	
Remboursement AMAZON	1 399	
Divers ajustements de compte	129	
TOTAL	25 448	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	40 000			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		18 606 320
Distributions sur résultats antérieurs		1 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		17 606 320
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 737
	SOLDE	1 737
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		17 608 057

Page 21/38

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ARTEMIS 383 440 039 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	40 000 345 013	95	28 965	2 408 709	8 364 547 -259 084
AMPB 350 425 260 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	80 000 40 000	95,1	72 557	1 309 040	6 641 398 74 514
UNGARELLI 389 292 771 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	40 000 50 101	100	68 965	585 397	3 608 498 -18 285
ATB 339 858 623 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	40 000 356 361	99,96	38 097		625 443 -10 271
BECHET 712 055 912 33 av Claude Debussy 92110 CLICHY	408 000 11 517 382	100	5 706 139		36 427 654 2 451 115
CPMG 347 456 444 33av Claude Debussy 92110 CLICHY	80 000 95 997	99,88	64 159	1 509 989	4 412 880 27 389
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
EIREL 342 817 194 33 av Claude Debussy 92110 CLICHY	40 000 340 970	36	13 722	335 241	2 297 889 -113 298
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Page 23/38

Depuis le 01/01/1998, la société s'est constituée seule redevable de l'impôt dû par elle-même et les filiales fiscalement intégrées.

La convention fiscale de groupe prévoit la réallocation aux filiales des éventuelles économies réalisées par le groupe à hauteur de leur contribution dans le résultat d'ensemble.

Par ailleurs, nous vous rappelons que différents abandons de créance assortis d'une clause de retour à meilleur fortune ont été consentis par J.B.E au profit de sa filiale CPMG pour un total de 6 300 000 € à fin 2018.

Au titre de 2021 CPMG a remboursé 129 885.56 € de la somme totale.

De même au profit de sa filiale AMPB, pour un total de 2 830 000 € à fin 2014.

A fin 2017 AMPB a remboursé 640 650 € de la somme totale, ce qui porte l'abandon de créance à 2 189 350 €.

Au titre de 2018 AMPB a remboursé la somme de 12 375 €, ce qui porte l'abandon de créance à 2 176 975 € et au titre de 2021 270 600 € ce qui porte l'abandon de créance à 1 906 375 €.

Au titre de 2021, J.B.E a consenti un abandon de créance de 300 000 € assorti d'une clause de retour à meilleure fortune au profit de sa filiale UNGARELLI.

Le recouvrement du compte courant CPMG étant peu probable, nous avons déprécié celui-ci à partir de 2018.

En 2020 la provision a été portée à 100% du compte courant soit 741 308.86 €. La situation s'étant stabilisée en 2020 et 2021, il a été décidé de ne pas modifier le montant de cette provision.

Le recouvrement du compte courant ARTEMIS étant peu probable, nous avons déprécié celui-ci à partir de 2021 à hauteur de 33% en constituant une provision de 802 902.85 €

La provision pour dépréciation des comptes courants est de 3 370 069.47 €, le solde correspondant à la provision pour dépréciation du compte courant THOMAS & HARRISON en liquidation judiciaire.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Impact de l'épidémie de COVID 19 sur l'exercice 2021 :

L'activité de l'entreprise n'a pas été impactée par l'épidémie de COVID 19 EN 2021.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

La guerre en Ukraine qui a commencé le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux états ont des répercussions sur l'économie mondiale.

A la date de clôture des comptes, cet évènement n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière ou les résultats de la société.

Il reste que cette situation, aggravée par les mesures de confinement en Chine qui ralentissent sa production et engendre une pénurie sur de nombreux produits, provoque une crise dont les dirigeants de la Société ne peuvent pas anticiper tous les effets.

Le groupe résiste toutefois bien à ce contexte difficile du fait d'une part, d'un bon niveau du carnet de commande depuis plusieurs années, et d'autre part, d'un approvisionnement qui fonctionne avec nos partenaires habituels.

Nous n'avons pas d'autres évènements significatifs à signaler.

JULES BECHET ENTREPRISES
Société par actions simplifiée
au capital de 800 000 euros
Siège social : 33 Avenue Claude Debussy,
92110 CLICHY
388 236 820 RCS NANTERRE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 JUIN 2022

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

TROISIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 1 737,06 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	1 737,06 euros
Auquel s'ajoute :	
Par prélèvement sur le report à nouveau antérieur	998 262,94 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	1 000 000,00 euros
A titre de dividendes	1 000 000,00 euros
Soit 25 euros par action	

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 1 000 000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le dividende sera mis en paiement au siège social au plus tard le 30 septembre 2022.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

Les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) non libératoire de 12,8% perçu à titre d'acompte, ainsi qu'aux prélèvements sociaux, au taux global de 17,2%. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement du dividende.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu :

- soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt,
- soit, en cas d'option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %.

Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif. A défaut d'option pour le barème progressif, le PFU s'applique de plein droit.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2018 :

600 000,00 euros, soit 15,00 euros par titre.

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 600 000,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2019 :

800 000,00 euros, soit 20,00 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 800 000,00 euros

Exercice clos le 31 décembre 2020 :

1 000 000,00 euros, soit 25,00 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 1 000 000,00 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président du Directoire
Hugues BECHET

DocuSigned by:

FFEF8F08E5F74DF...



122, avenue Charles de Gaulle
92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
Tél. : 01 40 88 12 10
Fax : 01 40 88 12 11



3, rue Pétigny
78000 VERSAILLES
Tél : 01 30 97 08 78
Fax : 01 30 97 08 79

S.A.S JULES BECHET ENTREPRISES

Société par Actions Simplifiée au capital de 800 000 €

Siège social :
33, avenue Claude Debussy
92110 CLICHY

N° Siret : 388 236 820 00022

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société JULES BECHET ENTREPRISES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JULES BECHET ENTREPRISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimations comptables

Les titres de participation, dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 5 992 606 euros, sont inscrits à leur coût d'acquisition hors frais accessoires et dépréciés lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. Ce point est spécifié en page 8 de l'annexe.

Les créances en compte courant font l'objet de tests de dépréciation tels que décrits dans l'annexe en page 24.

Nous avons procédé à l'appréciation des estimations retenues par votre société dans l'évaluation des provisions pour dépréciation. Nous avons notamment pris connaissance et analysé les informations qui nous ont été communiquées sur lesquelles ces estimations sont fondées et nous nous sommes assurés de leur correcte prise en compte.

Nos travaux n'ont pas révélé d'éléments de nature à remettre en cause les approches retenues par votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés appellent de notre part l'observation suivante :

Les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D 441-6 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, sont incomplètes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Neuilly sur Seine et à Versailles, le 15 juin 2022

Les Commissaires aux comptes

FVA AUDIT
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles
Représenté par

Mathieu FROMANTIN
Associé

DVA
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles
Représenté par

Emmanuel CORDIER
Associé

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	264 746	264 290	456	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	25 325		25 325	25 325
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	2 420 600	2 298 515	122 085	139 466
Installations techniques, matériel, outillage	14 600	14 079	521	3 871
Autres immobilisations corporelles	978 789	902 954	75 835	55 361
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	5 992 606		5 992 606	5 992 606
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	885 909		885 909	1 378 406
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	10 582 574	3 479 837	7 102 737	7 595 036
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	15 421		15 421	2 526
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	113 294	10 977	102 317	640 284
Autres créances	9 204 024	3 370 069	5 833 954	3 982 629
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	8 106 302		8 106 302	6 553 019
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 131 845		1 131 845	3 366 938
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	47 839		47 839	50 143
ACTIF CIRCULANT	18 618 723	3 381 047	15 237 677	14 595 539
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	29 201 298	6 860 884	22 340 414	22 190 574

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 800 000)	800 000	800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	80 000	80 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	16 726 321	15 682 057
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 737	2 044 263
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	17 608 058	18 606 321
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	302 626	325 173
Dettes fiscales et sociales	249 153	852 306
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 483	13 083
Autres dettes	4 150 094	2 393 692
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	4 732 356	3 584 254
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	22 340 414	22 190 574

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	1 376		1 376	1 098
Production vendue de biens				
Production vendue de services	3 938 786		3 938 786	4 091 260
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	3 940 161		3 940 161	4 092 358
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 780	16 813
Autres produits			5	2
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 942 946	4 109 172
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 376	1 098
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 594 527	2 618 337
Impôts, taxes et versements assimilés			76 737	88 331
Salaires et traitements			855 776	828 092
Charges sociales			305 781	301 590
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			70 821	119 966
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			1	16 815
CHARGES D'EXPLOITATION			3 905 018	3 974 230
RESULTAT D'EXPLOITATION			37 928	134 943
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 201 382	801 516
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			23 070	7 380
Autres intérêts et produits assimilés			15 090	8 125
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 239 542	817 021
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			300 696	1 018
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			300 696	1 018
RESULTAT FINANCIER			938 845	816 003
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			976 774	950 946

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 448	13 280
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 502 500
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		301 119
PRODUITS EXCEPTIONNELS	25 448	1 816 900
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	382	214
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		114 751
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	802 903	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	803 284	114 965
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-777 837	1 701 935
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	79 476	79 656
Impôts sur les bénéfices	117 724	528 961
TOTAL DES PRODUITS	5 207 936	6 743 093
TOTAL DES CHARGES	5 206 199	4 698 830
BENEFICE OU PERTE	1 737	2 044 263

Annexes

Les comptes annuels de l'exercice, arrêtés le 31/12/2021 ont été élaboré et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivant le plan comptable 2016.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ultérieurs qui l'ont modifié.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Il s'agit essentiellement de logiciels amortis en dégressif sur 3 années au prorata temporis la première année.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisés correspond à la valeur d'entrée des bien dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, sur le mode linéaire (L) ou dégressif (D) selon les taux de base suivants :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Matériel de transport	3 à 5 ans suivant l'état L
Matériel et outillage industriel	4 ans L
Agencement et aménagements divers	10 ans sauf biens usagés L
Matériel de bureau et informatique	3 ans D
Mobilier de bureau	5 à 10 ans L

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle des biens.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERE DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée

du montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées significativement par rapport à l'exercice précédent.

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

CONGES PAYES

Il n'est pas constitué de provision à ce titre dans notre secteur d'activité, compte tenu des cotisations versées à la caisse des congés payés du bâtiment.

ENGAGEMENTS RETRAITE

Au 31/12/2021

l'engagement retraite est estimé à 90 165

€ et est versé à un organisme indépendant.

L'engagement retraite est calculé pour l'ensemble des cadres et etams ayant plus de 2 ans d'ancienneté présents au 31 décembre en fonction de l'indemnité conventionnelle réactualisée chaque année suivant le dernier salaire.

Aucun engagement n'est constaté concernant les ouvriers, ces derniers étant couverts par PRO BTP.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	289 469		602
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	2 404 121		14 500
Install. techniques, matériel et outillage ind.	14 600		
Installations générales, agenc., aménag.	34 280		
Matériel de transport	135 729		27 297
Matériel de bureau, informatique, mobilier	785 843		28 620
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 374 572		70 417
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 992 606		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 378 406		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 371 012		
TOTAL GENERAL	11 035 052		71 019

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			290 071	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-1 978	-1	2 420 600	
Installations techn., matériel et outillages ind.			14 600	
Installations générales, agencements divers	1 978	1	32 301	
Matériel de transport			163 026	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		31 001	783 462	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		31 001	3 413 988	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			5 992 606	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		492 497	885 909	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		492 497	6 878 516	
TOTAL GENERAL		523 497	10 582 574	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	264 144	146		264 290
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	264 144	146		264 290
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	2 264 655	33 860		2 298 515
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 728	3 350		14 079
Installations générales, agenc. et aménag. divers	27 411	391		27 802
Matériel de transport	135 729	743		136 472
Matériel de bureau et informatique, mobilier	737 351	32 330	31 001	738 680
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 175 873	70 675	31 001	3 215 547
TOTAL GENERAL	3 440 017	70 821	31 001	3 479 837

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	10 977			10 977
Autres dépréciations	2 567 167	802 903		3 370 069
DEPRECIATIONS	2 578 144	802 903		3 381 047
TOTAL GENERAL	2 578 144	802 903		3 381 047
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		802 903		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	885 909	502 437	383 472
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	13 168		13 168
Autres créances clients	100 125	100 125	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 746	1 746	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	204 520	204 520	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	81 153	81 153	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	822	822	
Groupe et associés	8 912 368	8 912 368	
Débiteurs divers	3 415	3 415	
Charges constatées d'avance	47 839	47 839	
TOTAL GENERAL	10 251 066	9 854 425	396 640

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

492 497

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	302 626	302 626		
Personnel et comptes rattachés	79 708	79 708		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71 753	71 753		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	86 010	86 010		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	11 682	11 682		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 483	30 483		
Groupe et associés	3 848 884	3 848 884		
Autres dettes	301 210	301 210		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	4 732 356	4 732 356		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLTS FACTURES A ETABLIR	65 519	633 593	-568 074
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		65 519	633 593	-568 074
AUTRES CREANCES				
409800	RRR A OBTENIR	1 963	132	1 831
438700	ORG SOCIAUX PROD A RECEVOIR		-595	595
448700	ETAT PROD A RECEVOIR	822	4 456	-3 634
468700	DIVERS PROD A RECEVOIR	1 452		1 452
TOTAL AUTRES CREANCES		4 237	3 993	243
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		69 755	637 586	-567 831

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURNISSEURS FACTURES NON P	78 515	89 156	-10 640
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		78 515	89 156	-10 640
AUTRES DETTES				
419800	CLIENTS RRR ET AVOIRS A ETA	278 738	156 551	122 188
468600	DIVERSES CHARGES A PAYER	22 471	5 985	16 486
TOTAL AUTRES DETTES		301 210	162 536	138 674
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTES PROV CP ET RTT	232	3 042	-2 811
428600	PERSONNEL AUTRES CH A PAYER		1 500	-1 500
438600	ORG SOCIAUX CH A PAYER	13 828	15 916	-2 087
448600	ETAT CHARGES A PAYER	1 306	1 551	-245
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		15 366	22 009	-6 643
TOTAL CHARGES A PAYER		395 091	273 701	121 390

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486100	CHARGES CONSTATEES	47 839	50 143	-2 304
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		47 839	50 143	-2 304

[illegible]

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	40 000			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		18 606 320
Distributions sur résultats antérieurs		1 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		17 606 320
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 737
SOLDE		1 737
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		17 608 057

Page 21/38

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
ARTEMIS 383 440 039 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	40 000 345 013	95		28 965	2 408 709	8 364 547 -259 084
AMPB 350 425 260 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	80 000 40 000	95,1		72 557	1 309 040	6 641 398 74 514
UNGARELLI 389 292 771 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	40 000 50 101	100		68 965	585 397	3 608 498 -18 285
ATB 339 858 623 2 rue Marc Bloch 92110 CLICHY	40 000 356 361	99,96		38 097		625 443 -10 271
BECHET 712 055 912 33 av Claude Debussy 92110 CLICHY	408 000 11 517 382	100		5 706 139		36 427 654 2 451 115
CPMG 347 456 444 33 av Claude Debussy 92110 CLICHY	80 000 95 997	99,88		64 159	1 509 989	4 412 880 27 389
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
EIREL 342 817 194 33 av Claude Debussy 92110 CLICHY	40 000 340 970	36		13 722	335 241	2 297 889 -113 298
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadre	7	
Etam	6	
Ouvrier	1	
TOTAL	14	

Depuis le 01/01/1998, la société s'est constituée seule redevable de l'impôt dû par elle-même et les filiales fiscalement intégrées.

La convention fiscale de groupe prévoit la réallocation aux filiales des éventuelles économies réalisées par le groupe à hauteur de leur contribution dans le résultat d'ensemble.

Par ailleurs, nous vous rappelons que différents abandons de créance assortis d'une clause de retour à meilleur fortune ont été consentis par J.B.E au profit de sa filiale CPMG pour un total de 6 300 000 € à fin 2018.

Au titre de 2021 CPMG a remboursé 129 885.56 € de la somme totale.

De même au profit de sa filiale AMPB, pour un total de 2 830 000 € à fin 2014.

A fin 2017 AMPB a remboursé 640 650 € de la somme totale, ce qui porte l'abandon de créance à 2 189 350 €.

Au titre de 2018 AMPB a remboursé la somme de 12 375 €, ce qui porte l'abandon de créance à 2 176 975 € et au titre de 2021 270 600 € ce qui porte l'abandon de créance à 1 906 375 €.

Au titre de 2021, J.B.E a consenti un abandon de créance de 300 000 € assorti d'une clause de retour à meilleure fortune au profit de sa filiale UNGARELLI.

Le recouvrement du compte courant CPMG étant peu probable, nous avons déprécié celui-ci à partir de 2018.

En 2020 la provision a été portée à 100% du compte courant soit 741 308.86 €. La situation s'étant stabilisée en 2020 et 2021, il a été décidé de ne pas modifier le montant de cette provision.

Le recouvrement du compte courant ARTEMIS étant peu probable, nous avons déprécié celui-ci à partir de 2021 à hauteur de 33% en constituant une provision de 802 902.85 €

La provision pour dépréciation des comptes courants est de 3 370 069.47 €, le solde correspondant à la provision pour dépréciation du compte courant THOMAS & HARRISON en liquidation judiciaire.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Impact de l'épidémie de COVID 19 sur l'exercice 2021 :

L'activité de l'entreprise n'a pas été impactée par l'épidémie de COVID 19 EN 2021.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

La guerre en Ukraine qui a commencé le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux états ont des répercussions sur l'économie mondiale.

A la date de clôture des comptes, cet événement n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière ou les résultats de la société.

Il reste que cette situation, aggravée par les mesures de confinement en Chine qui ralentissent sa production et engendre une pénurie sur de nombreux produits, provoque une crise dont les dirigeants de la Société ne peuvent pas anticiper tous les effets.

Le groupe résiste toutefois bien à ce contexte difficile du fait d'une part, d'un bon niveau du carnet de commande depuis plusieurs années, et d'autre part, d'un approvisionnement qui fonctionne avec nos partenaires habituels.

Nous n'avons pas d'autres évènements significatifs à signaler.